

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les travailleurs ont droit à la santé

En même temps qu'il augmente les cotisations de la Sécurité sociale pour les travailleurs, le pouvoir a engagé une grande offensive contre leur droit à la santé. Nous avons en maintes occasions dénoncé le tapage fait autour du déficit de la Sécurité sociale et des dépenses de santé prétendument trop élevées. Tout ce bruit n'était pas du bruit pour rien. Il préparait tout un train de mesures qui sont, il faut le dire, scandaleuses. Nous en donnons en page trois tout le détail. Ce qui est caractéristique de la politique du pouvoir dans le domaine de la santé, comme d'ailleurs dans celui de l'emploi ou des salaires, c'est l'effilochement du masque libéral et humaniste dont Giscard aime à s'affubler. Dans un pays comme le notre où les politiciens qui dirigent dissertent à loisir sur la liberté, sur les droits de l'homme, l'humanisme dont ils se réclament se mesure de plus en plus en millions de chômeurs, en réduction des droits sociaux. En ce qui concerne la santé, ce qui compte pour le pouvoir, ce n'est pas que les malades puissent se soigner dans les meilleures conditions et bénéficier des meilleures chances de guérison. Ce qui compte, c'est la rentabilité. C'est en fonction de ce critère que les médecins et les hôpitaux devront travailler désormais. Les premiers devront réduire la consommation des médicaments de leurs malades et diminuer de façon draconienne les analyses médicales, etc... Dans les hôpitaux, il faudra réduire le nombre de lits, accepter moins de malades. Les hôpitaux seront dotés d'un budget d'austérité impératif.

D'autre part, dans les hôpitaux où le manque d'effectifs est catastrophique, les restrictions annoncées aggraveront la pénurie des effectifs et se traduiront par une nouvelle dégradation des conditions de travail pour le personnel hospitalier. Pour les malades, les conditions de soin se dégraderont également.

Le critère de l'argent a toujours eu cours dans le domaine de la santé. Mais les droits sociaux venaient ces dernières décennies en tempérer les effets. Aujourd'hui, ce critère reprend tous ses droits avec l'attaque du pouvoir contre le droit à la santé des travailleurs, notamment des plus pauvres. Il est en effet évident que les travailleurs qui, déjà, ne peuvent guère dépenser de l'argent, même pour se soigner pourront encore moins le faire. Tout concourt à cela : les mesures concernant la santé elle-même, mais aussi la hausse des prix, le chômage qui en touche un nombre de plus en plus élevé, le blocage des salaires. Il faudrait cotiser plus et se soigner moins.

De l'autre côté de la barrière de classe, les patrons, eux, accroissent la santé de leur profits. Ils doivent payer. Nous devons refuser toute remise en cause de nos droits sociaux.

Henri MAZERAU

La saignée du docteur Barre

Après l'augmentation des cotisations sociales, le conseil des ministres décide de réduire de façon draconienne les dépenses d'hospitalisation et de médicaments.

Le PCML dénonce ces mesures

En augmentant les cotisations de Sécurité sociale, le gouvernement décidait sciemment de frapper au porte-monnaie, encore une fois, des travailleurs dont la feuille de paie de fin janvier s'est trouvée allégée d'autant. Ceci alors que les travailleurs sont déjà durement touchés, dans leur masse, par la baisse du pouvoir d'achat quand ils ne sont pas aussi menacés de chômage. Mais augmenter les cotisations ne serait-ce pas pour permettre à la population d'être mieux soignée, se demandent peut-être certains qui se font encore des illusions. Les mesures draconiennes prises par le conseil des ministres - réduction des dépenses d'hospitalisation et de médicaments - prouvent, si besoin en est, le contraire. Décidément, le seul souci qui anime nos gouvernants, c'est les économies et la rentabilité avant tout.

Quant aux malades et aux travailleurs, l'austérité à laquelle président Giscard et Barre est de rigueur.

(Voir articles page 3)



Payer plus, se soigner moins, voilà à quoi le gouvernement veut amener les travailleurs.

Trois Arméniens fusillés à Moscou

Le 8 janvier dernier, une explosion avait lieu dans le métro de Moscou. D'après l'Agence Tass elle-même, il s'agissait d'une déflagration de « faible puissance » n'ayant entraîné que quelques blessures.

Pourtant, trois hommes viennent de mourir, fusillés au petit matin après que la « culpabilité » de ces « dangereux récidivistes », ait été « pleinement démontrée par les dépositions des témoins, des expertises et par d'autres documents ».

Trois hommes viennent de mourir à Moscou. Ils avaient le tort d'être Arméniens et, pour un au moins, d'être un dissident nationaliste bien connu, mais étant connu également pour avoir toujours prôné la non-violence.

Trois hommes viennent de mourir pour une explosion dont on ne sait même pas si elle a eu lieu, après un procès dont on peut se demander s'il a vraiment eu lieu.

L'explosion tout d'abord. Personne ne l'a vue, personne n'a vu les dégâts. La station de métro a été fermée aussitôt après l'annonce de l'Agence Tass. Trois jours plus tard, un journa-

liste, réputé pour être un homme de main du pouvoir, lançait dans la presse une campagne. Tout d'un coup, et sous sa plume, l'attentat avait fait trois puis sept morts. Il fallait en finir avec ces milieux dissidents « sensibles à la presse bourgeoise qui donne trop de publicité aux actes terroristes ».

Tous les milieux dissidents soviétiques protestèrent aussitôt, dénonçant tout de suite cette « provocation de la part des services de répression ». La machine était cependant en marche, le filet avait été tendu, il fallait bien y faire tomber quelqu'un. C'est sur un groupe de dissidents arméniens que le choix s'est porté. Le plus connu Zatikian, « un dangereux antisoviétique » a déjà fait cinq ans de camp pour « activités nationalistes ». Parmi les trois accusés, un peut prouver qu'il n'était même pas à Moscou le jour de l'attentat supposé : peu importe. De toute façon, le procès ne sera pas public et même les épouses n'y seront pas admises. Quoi de plus facile, dans ces conditions de « démontrer pleinement » une culpabilité.

A l'annonce de l'exécution des trois Arméniens, l'académicien Andreï Sakharov, prix Nobel

de la Paix, a entamé une grève de la faim.

Serge FOREST

Quel est le principal foyer de guerre aujourd'hui ?
(Voir article page 2)



(Voir articles page 4, 5 et 6)

Grande-Bretagne

Après la victoire des camionneurs, la révolte des mal-payés

LA grève totale des 100 000 camionneurs britanniques devrait prendre fin cette semaine, sauf blocage du gouvernement, sur une victoire quasi-totale des travailleurs.

Cela fait plus de trois semaines que les routiers britanniques sont en grève pour des revendications de salaire. Calculés sur une base de soixante heures la semaine, leur salaire actuel est de 1 950 F par mois. Les routiers exigeaient 2 400 F, ce qui représente une augmentation de près de 20%. C'est-à-dire quatre fois plus que l'augmentation autorisée par le gouvernement travailliste de Callaghan, qui s'élève, depuis septembre dernier, à 5% par an. Les discussions se poursuivent entre Callaghan et les dirigeants des syndicats réformistes. Elles portent plus sur la manière de stopper la grève que sur les revendications elles-mêmes, d'ailleurs, la grève des camionneurs a déjà fait céder le patronat qui, passant outre l'interdiction gouvernementale, vient de proposer un accord à 2 350 F par mois, pour 40 heures.

La dernière proposition patronale, qui avait été présentée comme définitive, était de 2 200 F. A moins d'une intervention gouvernementale, toujours possible pour empêcher la réalisation de cet accord, les chauffeurs

routiers pourraient donc probablement s'estimer satisfaits.

Dans le même temps, la grève des employés du secteur public gagne en ampleur.

Ils sont parmi les travailleurs les plus mal payés de Grande Bretagne avec des salaires pour la plupart de 1 470 F par mois. Les employés du secteur public et leur syndicat, le SNUPE, exigent un minimum mensuel de 2 200 F, soit une augmentation de 50%. C'est disent-ils, un minimum pour vivre décemment actuellement en Grande Bretagne, vu l'augmentation des prix et surtout des prix alimentaires.

Très suivie, la grève touche la plupart des petits employés des hôpitaux, branchiers, personnel de ménage, aides-soignantes, lingères. Les ambulanciers, pour leur part, n'assurent plus qu'un service pour les urgences.

Les employés de la voirie les éboueurs, les fossoyeurs, les chauffeurs de bus scolaires et les personnels des écoles sont également en grève. Plus de 1 300 écoles sont actuellement fermées. 20 000 employés du service des eaux ont aussi cessé le travail pour des raisons de salaire insuffisantes.

Pour tous ces secteurs, la lutte se mène directement entre l'Etat-patron et les travailleurs les plus mal

payés du pays. C'est dire à la fois leur force et l'importance qu'elle représente contre la politique de limitation des salaires de Callaghan.

Si, après les ouvriers de chez Ford en novembre dernier qui avaient obtenu 17%, après la toute récente victoire de camionneurs, les employés du secteur public parvenaient à faire plier le gouvernement, ce serait l'enterrement de la politique salariale de celui-ci.

Serge FOREST



Dans une rue à Londres. (Photo HR)

En un an, l'URSS intervient contre 12 pays situés dans des régions stratégiques

ALORS que Deng Xiaoping en visite aux USA déclare que le rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et les USA contribue à la sauvegarde de la paix mondiale, il n'est pas inutile de rassembler un certain nombre de faits inquiétants qui se sont déroulés ces derniers mois. Par leur accumulation et leur importance, ces faits nous rappellent que le danger d'une nouvelle guerre mondiale ne doit pas être pris à la légère. Enfin, si l'on se pose la question de savoir quelle est la puissance qui se trouve derrière, à chaque fois la réponse est l'URSS.

EN AFRIQUE

- Au mois de mai 1978, l'URSS tente par Katanga interposés, de mettre la main sur la riche province du Shaba, au Zaïre.

- En Afrique australe, l'URSS cherche à infiltrer certains mouvements de libération pour prendre pied dans cette région après l'indépendance. C'est la même tactique que celle utilisée en Angola à la libération du pays.

- Dans la corne de l'Afrique, à l'Est, l'URSS attise un conflit armé entre l'Éthiopie et la Somalie, au mois de mars.

- Depuis plusieurs mois, elle arme et participe avec l'armée éthiopienne à la répression contre le peuple érythréen qui lutte pour son indépendance.

- Au total en Afrique, l'URSS a 50 000 militaires soviétiques et cubains répartis dans seize pays dont 17 000, rien que dans la corne de l'Afrique. En un an, l'URSS a attisé ou provoqué directement pas moins de trois conflits.

AU MOYEN ORIENT

- Au mois de juin, l'URSS fait assassiner les deux présidents des deux Yémen.

- En Afghanistan, au même moment, elle organise un coup d'Etat militaire, installant un régime pro-soviétique.

- Parmi les pays arabes, elle cherche à semer la divi-

sion et à infiltrer la résistance palestinienne.

- En Iran, profitant de la situation troublée, elle travaille activement à prendre la place des Américains.

Au total, quatre pays au moins où l'URSS est intervenue d'une manière ou d'une autre en l'espace de sept mois.

EN EXTREME ORIENT

- Au mois de juin, l'entrée du Vietnam dans le Comecon, dominé par Moscou confirme la mainmise de l'URSS sur ce pays.

- Le Vietnam qui travaille pour le compte du Kremlin domine déjà le Laos.

- Fin décembre 1978, le Vietnam envahit le Cambodge avec le soutien explicite de l'URSS.

- Depuis plusieurs mois déjà, les provocations militaires contre la Chine ne se comptent plus, sans parler de l'expulsion de 160 000 ressortissants chinois du Vietnam.

- Depuis la signature du traité de paix sino-japonais, les provocations soviétiques contre le Japon se multiplient. L'URSS renforce son dispositif militaire dans les îles Kouriles qu'elle occupe illégalement.

Au total, en Extrême-Orient, cinq pays ont subi directement les entreprises de subversion ou de domination soviétiques. Finalement, en moins d'un an,

l'URSS a donc trempé à son profit, dans douze affaires de subversion importantes, sans parler des pressions économiques, des affaires d'espionnage, de la vente d'armes et d'autres moyens abondamment utilisés pour infiltrer un pays.

POURQUOI ?

Ces pays, riches en matières premières, ne sont pas tant intéressants en eux-mêmes que par les régions stratégiques où ils sont situés.

- Dominer la corne de l'Afrique et le Moyen-Orient, c'est contrôler le passage reliant la Méditerranée à l'océan Indien, crucial pour l'Europe.

- Dominer l'Afrique australe, c'est la possibilité de couper la route du pétrole et autres ressources par l'océan Atlantique Sud vers l'Europe de l'Ouest.

- Dominer le détroit de Malacca en Extrême-Orient, c'est la possibilité de couper les lignes d'approvisionnement et les voies maritimes entre les océans Pacifique et Indien.

Tout converge : il s'agit pour l'URSS de pouvoir

bloquer le moment venu l'approvisionnement de l'Europe, d'isoler ce continent du reste du monde, en particulier d'Asie et d'Afrique. Et qui pourrait se boucher les yeux au point de croire que la mise en place d'un tel dispositif ne fait pas courir de graves dangers à la paix mondiale ?

Claude LIRIA.



Le Japon inquiet des nouvelles menaces soviétiques

LA presse de Tokyo vient de révéler que l'Union soviétique renforçait sa garnison sur deux des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, territoire japonais occupé depuis la dernière guerre par l'URSS qui refuse de les restituer. Selon l'Agence de défense nipponne, les Soviétiques sont également en train d'y installer deux bases équipées de radars puissants.

Les Kouriles sont une pièce importante dans la stratégie de Moscou qui cherche à ravir à la flotte américaine son hégémonie sur toutes les mers du monde et, notamment, dans le Pacifique. Les autorités japonaises sont de plus en plus convaincues que Brejnev veut transformer la mer d'Okhotsk en « lac soviétique », c'est pourquoi il attache tant d'importance aux îles Kouriles qui en commandent l'accès.

Les immigrés en lutte

Tout comme la France, la Grande-Bretagne a elle aussi ses immigrés. Venant des anciennes colonies, l'Inde, le Pakistan, les Antilles britanniques et l'Afrique anglophone, ils sont plusieurs millions employés dans les secteurs les plus mal payés, le nettoyage, la voirie, le métro.

C'est précisément dans ces secteurs que se mènent actuellement les luttes les plus dures. Jusque là hors du conflit, les employés du métro de Londres viennent d'annoncer qu'ils pourraient se mettre en grève à leur tour si leurs salaires n'étaient pas revus rapidement.

Rhodésie

Emigration record, le régime raciste en perdition

SMITH vient de faire ratifier, dans un référendum, par la minorité blanche, son plan de la dernière chance pour sauvegarder l'Etat colonialiste en Rhodésie en y incluant une représentation fantôme composée de politiciens noirs. Dans le même temps, la guérilla patriotique vient de remporter deux importantes victoires militaires, l'une près de la frontière zambienne, l'autre, début janvier, à 50 kilomètres au nord de Salisbury.

Le gouvernement raciste a été obligé de décréter la conscription obligatoire des blancs jusqu'à 59 ans pour faire face aux progrès de la guérilla. Elle a maintenant dépassé la campagne pour s'en prendre directement aux deux principales villes, Salisbury et Bulawayo. L'emigration blanche a atteint en 1978 le chiffre record de 18 000 départs amenant la proportion dans le pays à un blanc pour 27 noirs.

La saignée du docteur Barre

EN décembre, le gouvernement avait décidé d'augmenter les cotisations sociales qui pèsent déjà lourdement sur les travailleurs. Mercredi, le conseil des ministres a décidé d'aller encore plus loin dans la politique d'austérité en matière de santé. Il veut réduire de façon draconienne les dépenses hospitalières et les dépenses médicales.

Et rendent difficile de donner des soins aussi efficaces qu'ils le voudraient. Souvenons-nous par exemple des journées portes-ouvertes organisées notamment à la Pitié-Salpêtrière et de la misère qu'elles révélaient au-delà de la vitrine du groupe hospitalier de

Rogner, rogner, rogner

L'« humanisation », on le sait, est le maître-mot qu'affectionne Simone Veil depuis qu'elle est ministre de la Santé. C'est sous cette bannière qu'elle a cloisonné, à grand renforts de publicité, un certain nombre de salles communes, ce qui correspondait d'ailleurs en fait à une exigence de longue date des malades comme du personnel hospitalier. Mais l'« humanisation » c'est aussi et surtout, la fermeture de nombreuses salles d'hôpitaux, la diminution du nombre de lits déjà bien insuffisants, sans

pointe. Qui n'a pas entendu parler non plus de la difficulté à se faire recevoir en urgence certaines fois dans les hôpitaux... au prix de drames qui ont pu coûter la vie à certains travailleurs... et ceci par manque de lits disponibles.

Eh bien, le projet de loi prévoit de remplacer le système actuel du prix de journée par un système d'enveloppe budgétaire fixe qui va encore réduire bien sûr les dépenses disponibles en personnel comme en matériel.

parler des hôpitaux de province notamment sous-équipés qui périssent : autrement dit, rogner sur toutes les dépenses, c'est donc avant tout le moindre possible de se soigner pour les travailleurs et en premier lieu pour

les ouvriers, car ce sont les catégories de la population les plus pauvres qui, contraintes et forcées, retardent le moment de se soigner... jusqu'à l'hospitalisation. Il faut bien gagner son pain pour vivre mais

quand on est à bout, ou que la maladie tenaille il faut bien aller à l'hôpital. Et bien si on laisse faire Simone Veil et le gouvernement ce sera encore plus difficile de trouver place à temps.

L'humanisation de Simone Veil

Par ailleurs, cette « humanisation » va frapper encore plus les travailleurs hospitaliers. Déjà les directeurs des hôpitaux au lieu d'embaucher licencient alors que le manque d'effectifs est pourtant criant. Ainsi, 4 000 postes budgétaires (normalement prévus au budget) sont vacants dans les hôpitaux de l'Assistance publique à Paris, scandale depuis longtemps dénoncé par les organisations syndicales. La fédération CGT estime à 100 000 le nombre de travailleurs qu'il faudrait

embaucher pour que les malades puissent être convenablement soignés. Eh bien en ce temps de chômage massif et alors que les besoins en personnel soignant sont immenses, Simone Veil va au contraire mettre en place une « mission d'assistance technique » dont le seul objectif sera d'aggraver la situation... bien sûr pas pour tout le monde, les trusts de la pharmacie et de l'industrie médicale en savent quelque chose.

Jean QUERCY



Les conditions d'hospitalisation sont déjà scandaleuses.

Moins d'hôpitaux, de lits, de personnel

Le personnel comme les malades se plaignent déjà assez du manque d'effec-

tifs dans les hôpitaux qui surechargent considérablement les travailleurs hospi-

La médecine en liberté surveillée

LA campagne patronale et gouvernementale contre le droit à la santé des travailleurs a été menée, on le sait, sur les mots d'ordre « Pas de gaspillage... réduisons la consommation médicale », avec à la clé, le chantage à la faillite de la Sécurité sociale et des possibilités de soins. Or, les médecins ont le malheur de continuer à prescrire les médicaments qu'ils jugent indispensables pour leurs patients. Voilà quelque chose que le conseil des ministres ne pouvait laisser faire impunément sans réagir.

Écoutons ce qui ressort des débats du conseil des ministres qui nous gouvernent : « La Sécurité sociale est invitée à faire appliquer désormais, de manière effective, la convention conclue avec les syndicats nationaux, pour mettre en œuvre les procédures d'autodiscipline... Un groupe d'experts sera chargé de proposer des mesures propres à assurer une atténuation de la croissance des coûts de prescription... » Ainsi d'un côté le patronat étend la formule « Sécurix » des médecins-flics patronaux qui s'introduisent chez les malades comme les huissiers chez les gens menacés de saisie... Un malade est un suspect pour le patron et il faut le faire sortir du lit au plus vite. D'un autre côté, la Sécurité sociale (c'est de l'institution partie prenante de l'appareil d'Etat dont nous parlons ici, car les avantages sociaux, c'est autre chose) va intensifier la méthode dite du « profil médical ». Suivez bien ! Les médecins qui prescrivent

plus de médicaments que les technocrates d'en haut n'estiment nécessaire (au nom de quoi, pas de la santé des travailleurs en tout cas) seront marqués à l'encre rouge à l'administration. S'ils soignent trop, trop bien sans doute, leurs malades et ne parviennent pas à « s'autodiscipliner », ils seront pénalisés par la Sécurité sociale par des sanctions qui peuvent aller jusqu'au dé-

conventionnement. C'est un pas de plus vers une médecine efficace qui ne serait réservée qu'aux riches, seuls les médecins non conventionnés ayant la possibilité de prescrire tous les médicaments qu'ils jugent nécessaires. Et pour couronner ce scandale, le gouvernement va charger une personnalité « particulièrement compétente » de proposer « des mesures propres à réduire le gaspillage des produits pharmaceutiques ». Cela laisse entendre la possibilité de nouvelles réductions des remboursements sur les médicaments que cette personnalité, sûrement très compétente en matière de gestion au plus serré, en tout cas, ne jugera pas strictement indispensables et vitaux.

Jean QUERCY

Le malheur des uns fait le bonheur des autres

L'AUGMENTATION des cotisations de Sécurité sociale entraîne une très forte amputation du salaire des travailleurs. Elle sera de 25 F par mois pour un salaire brut de 2 000 F, de 40 F environ pour un salaire de 4 000 F. Donc, en janvier 1979, un travailleur touche un salaire inférieur à celui qu'il touchait en décembre 1978. Une chose qui ne risque pas d'être par contre amputée, ce sont les superprofits que réalisent les trusts de la pharmacie, comme Rhône-Poulenc, ou, dans le domaine de l'équipement médical, la Compagnie générale de radiologie du groupe Thomson qui dispose d'un quasi monopole.

Cambodge

Les forces patriotiques continuent à marquer des points

L'AGRESSEUR vietnamien, malgré ses 120 000 hommes, son artillerie, subit déjà de sérieux échecs militaires. Chaque jour, on apprend la reprise de provinces, l'encercllement de villes par les forces démocratiques du Kampuchea. Déjà la zone du sud-ouest du pays est en grande partie libérée. Après les régions de Kirivong à Takéo, de la rive ouest de la rivière Basak à Takhmae et la masse de régions longeant les routes No 2 et 3 à l'exception de Kamtol (près de Phnom Penh), l'armée révolutionnaire contrôle aussi maintenant la route No 4 et les troupes vietnamiennes sont encerclées et assiégées dans les villes de Kampot et de Kep. L'armée a lancé une grande offensive aux envi-

rons de Phnom Penh et s'approche de la capitale. Des attaques ont été également lancées contre les Vietnamiens dans les villes de Thakmau, Vat Slay, Ank Suon, Pek Chan, Ra San-aog. Les troupes vietnamiennes, stationnées à Compong Chhang et Coh Cong, sont assiégées. Des attaques ont été lancées contre les envahisseurs à Compong Song, Pursat, Pattanpang, Siem Reap, Teng Reng, Kratié.

Sur le front de Phnom Penh, l'armée révolutionnaire a pris en tenaille les troupes vietnamiennes par le sud-ouest et le nord-ouest. Une bonne partie de leurs forces ont été anéanties dans le sud-ouest de la ville, l'action de l'armée a été en grande partie favorisée par une large coopération avec les habitants.

Extrait de la lettre du comité militaire suprême du Comité central du PCK à l'armée révolutionnaire du Kampuchea

« Les agresseurs vietnamiens se sont engagés le 25 décembre 1978 dans une invasion de grande envergure au Kampuchea. Ils ont commis des crimes sauvages dans ce pays, nous privant d'une partie de notre héritage culturel en détruisant certains temples dont Angkor Vat. »

La lettre ajoute : « Les agresseurs vietnamiens et leurs maîtres soviétiques, s'appuyant sur leur supériorité en troupes et en matériel militaire, tentent d'annexer et de dominer le pays. Cependant, l'armée et le peuple kampuchéen, héroïques et animés d'une profonde haine envers l'ennemi, mènent une lutte inflexible. »

Algérie

Le candidat à la présidence désigné par le FLN

C'est finalement le colonel Chaldi qui a été désigné après 24 heures de discussions de plus que ce qui avait été prévu par la commission des nominations du 4e congrès du FLN à Alger. Le colonel Chaldi est l'officier le plus ancien dans le grade de l'armée algérienne. C'est lui qui avait servi de coordinateur des forces militaires dans l'intérim suite au décès du président Boumediène. Une révision de la Constitution a cependant été demandée par le congrès du FLN afin de réduire les pouvoirs du président. Il serait donc institué deux vices-présidents et un premier ministre qui travailleraient avec lui.





A la gare de Lyon. La manifestation de soutien aux sanctionnés (photo HR).

2 travailleurs passent devant le conseil de discipline de la SNCF

La crainte que la solidarité avec les usagers se développe

C E sont plusieurs centaines de cheminots qui étaient présents, cour de Chalon, à la gare de Lyon, mercredi après-midi à l'appel de la CFDT, pour soutenir leurs deux camarades qui passaient en conseil de discipline. Vers 17 heures, la sanction n'était toujours pas connue. Mais une chose est sûre, la SNCF veut frapper fort. Les appels à la solidarité adressés aux usagers, que les cheminots

ont développés lors de la récente grève de fin novembre, inquiètent. C'est une chose nouvelle, les travailleurs de la SNCF sortent des limites de leur corporation. Aussi, il lui faut stopper dans l'oeuf tout ce qui peut rendre une mise en application de son plan « Guillaumat » ainsi que tout ce qui peut rendre une grève plus efficace, tel le blocage des voies, forme de lutte qui la touche au chapitre des recettes. Alors pour les sanctions,

il n'y a pas d'illusions à se faire : les deux travailleurs prendront le maximum, juste un peu allégé peut-être, histoire de continuer à maintenir l'illusion que le conseil de discipline rend la justice et n'est pas une juridiction patronale. Les cheminots CFDT d'Austerlitz, Saint-Lazare, de l'Est, d'autres gares, ainsi que des organisations d'usagers apporteront leur soutien à la lutte ; il y avait également une banderole commune CFDT-CGT de Villeneuve-triage.

C'est à la gare de Lyon, où travaillent les deux sanctionnés, que la grève fut le mieux suivie. La CGT n'appela à la grève que sur le réseau Sud-Est et encore elle n'appela pas au rassemblement. Pourtant, cette absence dans le soutien réel produit des tiraillements chez elle. Ainsi, un militant CGT de Saint-Lazare disait :

« J'ai dit que je suivais le mot d'ordre de la CFDT et j'ai demandé aux copains d'en faire autant. »

D'ailleurs, l'annonce au micro de la présence de cheminots CGT, présents au rassemblement et qui passaient outre à la consigne de leur fédération, fut largement applaudie. Il est sûr que cette présence ne peut que contribuer à l'unité entre les cheminots, à une unité solide, nécessaire pour riposter aux attaques de la SNCF.

Malgré le froid, l'attente des cheminots dura plusieurs heures. De temps à autre, le slogan « Contre la répression, unité à la base et dans l'action », ou « la répression nous l'écraserons » étaient lancés ; rapidement repris et... écrasés par une sono centrale très puissante. Est-il prévu autre chose pour poursuivre la mobilisation contre les sanctions ? C'est peu probable. Mais la ques-

tion risquera de se reposer à nouveau très rapidement, puisque de nombreux autres travailleurs sont dans le collimateur de la direction.

Qu'un courant pour lutter réellement contre la classe bourgeoise se développe aussi chez les militants CGT, l'entretien ci-dessous avec les militants sanctionnés (un CFDT et un CGT) le prouve aussi. Le développement de ce courant de lutte de classe ne peut être que positif pour l'unité des travailleurs et la lutte contre Giscard-Barre.

HR : Pourquoi les dirigeants CGT sont-ils aussi « mous » pour appeler à la défense ?

S'ils appelaient à nous défendre, ce serait reconnaître un peu qu'on a eu raison de se battre de la manière qu'on a fait.

Un nouveau règlement (le P4R) (1) est en préparation depuis un an et demi. Direction de la SNCF et syndicat doivent se voir pour une seconde lecture en février. Il doit y avoir des amendements de faits. Les organisations syndicales envisagent de faire une action à la mi-février pour appuyer les négociateurs. Elles ne veulent pas de mouvement avant. Ils disent qu'il faut pas brûler les cartouches, comme si les luttes ouvrières, c'étaient des cartouches que l'on tire de temps en temps. C'est pour ça déjà qu'ils n'étaient pas pour notre action en décembre, à plus forte raison maintenant. Nous, on dénonce cela. En ne faisant rien pour les sanctionnés, c'est cautionner les sanctions, et puis démobiliser les gens et rendre la lutte inefficace pour le P4.

La seconde raison, c'est qu'ils subordonnent l'action aux négociations. On lutte

pour de véritables négociations. Ce genre de lutte obligatoirement, ce ne peut être que 24 ou 48 heures. Ça n'est que pour montrer qu'on est véritablement représentatif de la masse, alors que nous, le type de lutte qu'on entend mener à la base, c'est une lutte pour vaincre, sur nos revendications.

Je crois que c'est l'idée juste à développer. Actuellement, ce qui se passe dans les luttes au chemin de fer, à la base, et ce que veulent les directions, c'est l'affrontement entre deux conceptions du syndicalisme. Nous, nous sommes un peu les représentants du syndicalisme des luttes, de la lutte de classe et eux sont les représentants du syndicalisme bureaucratique. Ils n'entendent pas nous sou-

tenir, nous les représentants d'une autre forme de syndicalisme. Voilà la raison aussi pour laquelle ils se tiennent à l'écart. Ils avaient aussi très peur, pour le rassemblement du 31, du débordement, alors qu'il n'est pas du tout dans notre intention de déborder. Mais le débordement, c'est un peu un prétexte ; ce dont ils ont surtout peur, au travers de ce rassemblement, c'est que l'idée des luttes, telles qu'on les a menées, et l'impact de la mobilisation, ça donne une impulsion aux luttes, qui les dépasserait, que la lutte sur le P4 ait une dynamique qu'ils ne veulent pas.

(1) P4R, P4S : règlement qui régit les conditions de travail de l'ensemble du personnel de la SNCF.



A la sortie du conseil de discipline, dans son intervention, P. Seignon (l'un des deux sanctionnés) soulignera le fait que le but visé par la SNCF est de tenter de stopper le travail de solidarité fait en direction des usagers (photo HR).

Foyer SONACOTRA Romain Rolland de Saint-Denis

Le veilleur de nuit et la police contre un délégué

D ANS la nuit de mardi à mercredi un délégué du foyer Sonacotra Romain Rolland de Saint-Denis dans la région parisienne rentrait chez lui. Au moment d'ouvrir sa porte, il s'aperçoit qu'il n'a pas la clé. Il va voir le veilleur de nuit et lui demande d'ouvrir la porte. Celui-ci refuse. Mieux, il se met soudain à casser les vitres du bureau du directeur puis appelle la police. Celle-ci arrive aussitôt et embarque le délégué. Mercredi soir, il n'était toujours pas libéré. Ce n'est pas la première fois que ce veilleur de nuit provoque ainsi les résidents. Déjà en avril et en juin der-

nier, il avait déjà causé de sérieux ennuis aux résidents. Cet individu travaille main dans la main avec le gérant du foyer. Les résidents réclament d'ailleurs depuis longtemps leur départ.

La Sonacotra continue ses mauvais coups. Elle a envoyé une lettre recommandée à chacun des grévistes des foyers Romain Rolland de Saint-Denis et de Pierrefitte pour leur demander de quitter le foyer entre le 24 et le 27 janvier.

Une telle demande est totalement illégale et va en contradiction avec les décisions du tribunal de Saint-Denis au sujet des expulsions.

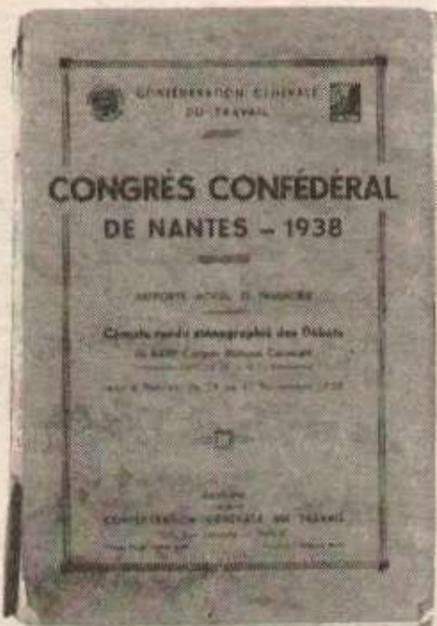
H.M.

Journée portes-ouvertes au foyer Romain-Rolland

Pour commémorer le quatrième anniversaire de leur lutte, les résidents du foyer Romain Rolland organisent le 10 février une journée portes-ouvertes. Des films seront projetés, des débats auront lieu.

Journée portes-ouvertes au foyer d'Aulnay-sous-bois

Le 3 février, journée portes-ouvertes au foyer d'Aulnay-sous-bois, 58, rue Métry de 11 h à 23 h



Il y a eu au sein de la CGT une lutte entre ceux qui voulaient se battre et les capitulationnistes. Le compte rendu des débats du congrès confédéral CGT (Nantes 1938) est très instructif. A l'époque, les communistes, Pierre Sémard et Nédélec, étaient à l'initiative de la lutte, les capitulationnistes se nommaient Jouhaux, Belin (ceux qui devaient faire plus tard la scission Force ouvrière). Aujourd'hui, le PC a bien changé : ses dirigeants ne sont plus des tenants de la lutte de classe, tels Sémard et Nédélec. Que la SNCF sanctionne des militants combattifs les arrange bien qu'importe, puisqu'elle les débarrasse de « geneurs ».

Grève et occupation à
Brissonneau et
Lotz-Marine à Nantes



La bataille continue

LA 3e semaine de grève des ouvriers de Brissonneau et Lotz-Marine va s'écouler. Où en est-on ? Après le succès de la journée portes-ouvertes du dimanche 21, l'on ne s'est pas beaucoup reposé. La direction refusant de rencontrer les grévistes, la pression des travailleurs dut s'amplifier : fortes délégations de grévistes aux réunions du CESR, manifestations en gare de Nantes et blocage du train Paris-Nantes, interventions au stade de Marcel Saupin lors de la rencontre de foot Nantes-St-Etienne avec une grande banderole accrochée au fronton d'une tribune : « Nantes : Brissonneau et Lotz-Marine 224 licenciés-St-Etienne Manufrance 1 300 licenciés ».

Un premier contact avec les directions de Jeumont-Schneider s'établit enfin. Celle-ci oppose toujours aux grévistes des conditions inacceptables : « Cessez la grève, on discutera ensuite ».

Le patron essaie par tous les moyens de faire pression sur les grévistes : il envoie à chacun le communiqué suivant : « Si vous n'arrêtez pas la grève, il y aura d'autres vagues de licenciements ». Il menace : « Si la grève continue, Peugeot (client de BLM pour de petites pièces) nous retirera le marché », etc.

Les travailleurs et leurs sections syndicales tiennent bon, lors d'une conférence de presse, ils affirment : « La direction de Jeumont-Schneider avait prévu la fermeture et ils se servent de la grève pour faire porter le chapeau aux grévistes et aux organisations syndicales ».

« Les travailleurs de Brissonneau et Lotz-Marine ne luttent plus contre 200 licenciements, mais contre 1 000 licenciements ; ils luttent contre la fermeture de l'entreprise ». (Nous reviendrons plus en détail sur ce sujet).

Les travailleurs montrent que ce ne sont pas eux qui veulent couler la boîte : ils acceptent qu'un chargement de pièces Peugeot s'effectue si la direction accepte de discuter sérieusement de la situation de la boîte. Le camion sera chargé par les grévistes, mais retenu à l'usine tant que la direction n'accepte pas de rencontrer les grévistes. Finalement, un

comité d'entreprise extraordinaire s'est tenu le 30. La direction reste sur ses positions et prend même les travailleurs pour des imbéciles, en leur proposant d'aller travailler au Portugal. Elle envoie aussi huit autres camions à charger de pièces Peugeot, ceux-ci repartiront vides.

L'intransigeance et l'arrogance du patron confirment donc bien l'analyse des grévistes : il veut se débarrasser de la boîte pour investir ses capitaux ailleurs, là où les bénéfices seront plus grands encore.

Certains s'inquiètent de cette situation et de la colère grandissante des travailleurs. Aussi l'inspection du travail propose-t-elle la réunion de la commission paritaire de conciliation régionale pour le vendredi 2 février.

Les travailleurs de Brissonneau et Lotz-Marine et leurs sections syndicales demandent que l'ensemble de la métallurgie nantaise se mobilise à cette occasion. Plus la période est difficile et le patronat arrogant, plus le rapport de forces doit s'élargir pour arracher la victoire. L'ensemble de la classe ouvrière nantaise est concernée par ce qui se passe chez Brissonneau. 210 licenciements ne sont-ils pas prévus chez Beghin-Say d'ici 1982 ? 200 licenciements dans le bâtiment ne viennent-ils pas de s'ajouter récemment aux 5 000 emplois perdus dans ce même secteur durant ces dernières années ? Les menaces sur les chantiers de Dubigeon-Paris et pour la téléphonie (LMT) ne se font-elles pas de plus en plus sentir ? La ville de Nantes n'est-elle pas durement touchée par le chômage ? Notre région, pays de Loire, ne vient-elle pas au troisième rang pour l'accroissement du chômage : 57,67% après la Lorraine et la Champagne-Ardenne.

Comme l'indique un appel du Comité de parti du Parti communiste marxiste-léniniste de Loire-Atlantique : « Plus que jamais, l'unité et la lutte restent la seule façon de faire entendre raison au patronat et au gouvernement pour les faire reculer dans leur attitude générale contre la classe ouvrière ».

Correspondant Nantes

SIDERURGIE S'opposer aux licenciements ou « à la politique d'abandon national »

« HALTE à la casse, la sidérurgie française doit vivre » tel est le titre d'un appel du comité central du PCF que publiait mercredi l'Humanité : « Face à la gravité des décisions prises contre la sidérurgie française et pour donner le maximum d'efficacité aux luttes qui se développent, le comité central du Parti communiste français décide deux journées nationales d'action et de solidarité, les **jeudi 23 et samedi 24 février**. Actions et solidarité, rien n'est plus opportun, ces deux mots correspondent à l'exigence des travailleurs pour qui il devient chaque jour plus clair que devant l'ampleur des coups portés par le pouvoir, l'heure n'est certainement pas à la résignation et à l'indifférence. Encore que ce

QUI FAUT-IL COMBATTRE ?

L'origine des 27 000 licenciements prévus dans la sidérurgie et de ceux que cela entraînera dans les industries situées en amont et en aval n'est pas mystérieuse. Les responsables en sont connus. Dans une Europe capitaliste en crise, des gouvernements capitalistes se concertent pour restructurer leurs industries sidérurgiques en perte de compétitivité. L'opération baptisée « plan Davignon » doit s'effectuer sur le dos des travailleurs, pour le plus grand bien des monopoles. Et cela dans chacun des pays qui composent la CEE. En somme, une histoire à la fois tragique et simple où il n'est question que de recherche implacable du profit maximum. La conclusion qui s'impose pour les travailleurs, c'est qu'il faut empêcher les licenciements en faisant céder le gouvernement et les maîtres de forge.

Au lieu de cela, les dirigeants du PCF s'obstinent à nous rabâcher un étrange conte où il est question d'ogres capitalistes allemands qui dévorent la malheureuse France et dans lequel Giscard joue le rôle du traître qui vend le pays dans la pure tradition de la « collaboration (s'alliant avec Hitler) » (1).

Du même coup, les responsables des licenciements se trouvent localisés tantôt à Bonn, tantôt à Bruxelles ce qui d'ailleurs reviendrait au même, à les en croire.

QUE FAUT-IL DÉFENDRE ?

Là encore, la réponse est simple. Il y a en France bien plus d'un million et demi de chômeurs et chaque jour amène sa part supplémentaire de misère avec l'annonce de nouveaux licenciements. Défendre leur emploi, le droit au travail pour tous, rien n'est plus urgent pour les travailleurs. Malheureusement, la réponse des dirigeants du PCF à cette question est lourde d'ambiguïté. « Défendre l'emploi des sidérurgistes et des mineurs de fer, exiger la relance de la production d'acier, c'est porter un coup efficace à la politique d'abandon national du pouvoir giscardien qui démantèle des pans entiers de notre économie ». Défendre l'emploi ou l'économie capitaliste ? Les dirigeants du PCF répondent : les deux. Mieux, la défense de l'emploi serait le moyen pour attein-

dre un but qui serait la défense de l'économie (capitaliste). Est-ce possible ? S'il s'agit de défendre l'économie capitaliste qui peut douter que Giscard et Barre s'y emploient au mieux ? Et c'est justement pour défendre cette économie contre des concurrents puissants qu'ils procèdent aux licenciements massifs. Défendre l'emploi, c'est autre chose, c'est même tout le contraire. C'est s'opposer aux licenciements à l'encontre des exigences de l'économie capitaliste.

COMMENT DÉFENDRE L'EMPLOI ?

Nous l'avons dit : en s'opposant aux licenciements, en luttant pour les faire annuler. Il semble que les dirigeants du PCF soient d'accord avec cela quand ils écrivent : « Non les licenciements ne sont pas fatals » et ils poursuivent : « Le Parti communiste français l'a montré ». Voilà qui intéresse au plus haut point tous les travailleurs confrontés aux multiples problèmes que pose l'organisation de la lutte contre les licenciements. Malheureusement, il faut déchanter car cette démonstration, on apprend en lisant la suite, qu'elle n'est faite que sur le papier. En élevant des barrières douanières, en produisant plus d'acier et en réduisant le temps de travail, « il est possible de créer » 10 000 plus 5 000 plus 15 000 emplois. Bref, au risque d'être désagréable, on est obligé de constater que ce sont des solutions du même genre que celle de Barre : des promesses de créations d'emploi. Rien n'est dit sur les moyens auxquels il faut recourir pour faire annuler les licenciements ici et maintenant.

Quant à l'action du 23 et du 24 février, en quoi consiste-t-elle ?

« Dans tous les pays, les délégations d'entreprises et de la population, porteuses de motions, de résolutions, de pétitions, se rendront avec les élus communistes dans les préfectures pour exprimer ces exigences (le maintien de l'emploi et l'intérêt national) ». Evidemment s'il pensent faire reculer le pouvoir avec des méthodes aussi hardies, il ne faut pas s'étonner que les travailleurs qui recourent à la violence de masse comme

ne soit pas tout. Chacun conviendra en effet que pour être efficace, l'action exige la plus grande clarté quant aux objectifs à atteindre et aux moyens à employer. Proposer des objectifs ou des moyens inadéquats, c'est courir à l'échec et cela quelles que soient les intentions déclarées. Or, de ce point de vue le contenu de l'appel des dirigeants du PCF exige un certain nombre de remarques. Car à le lire, on se demande si l'adversaire à combattre est un gouvernement composé d'incapables et de traîtres ou bien de politiciens qui défendent au mieux les intérêts des capitalistes français ? Si la lutte doit être menée contre la trahison de la France ou bien contre la logique implacable des exploités ?

à Longwy soient traités d'« aventuristes » et « d'éléments incontrôlés ». Il est vrai que ceux-ci recherchent les voies d'une lutte efficace pour s'opposer aux licenciements tandis que les dirigeants du PCF semblent surtout préoccupés par leur campagne en vue des élec-

tions au Parlement européen...

Pierre MARCEAU

(1) Extrait de la résolution du Comité central du PCF du 14 décembre 1978. Pour une France indépendante dans une Europe démocratique.

Alors qu'à Denain la mobilisation des sidérurgistes se poursuit

Provocations policières contre les militants du PCML

ADENAIN, la mobilisation relancée par le vendredi de lutte du 26 janvier, se poursuit, par des blocages de routes, autoroutes et gares. La plupart de ces actions sont massivement suivies. Ainsi mardi, 2 000 sidérurgistes d'Usinor ont bloqué l'autoroute de Paris tandis que d'autres bloquaient la gare de Somain, de Denain et le Calais-Bâle.

La volonté de lutte est très grande et chacun a suivi avec attention les vigoureuses actions de ceux de Longwy.

Mercredi, une réunion des délégués du personnel avec les représentants de la direction a été interrompue par les travailleurs d'Usinor-Denain qui ont investi la salle et séquestré le chef du personnel dans son bureau pendant deux heures. Ce même jour, suite à une intervention policière contre nos camarades, une délégation de notre parti s'est rendue à la mairie de Denain. Informé de ces faits, le maire, M. Fievez, (membre du PCF) a manifesté sa réprobation devant les provocations policières et assurés nos camarades qu'il allait donner suite à l'affaire. Dans le but d'appuyer sa démarche, le Comité de parti J. Labourbe lui a donné la lettre suivante :

Le PCML à M. Fievez, maire de Denain,

Lille le 31 janvier 1979.
M. le Maire,
Nous tenons à vous in-

former du fait suivant qui nous semble grave : lors d'une diffusion de l'organe central de notre parti, l'Humanité rouge et d'un tract appelant à la solidarité avec les sidérurgistes d'Usinor-Denain, un groupe de nos camarades a été photographié à plusieurs reprises par des policiers en civil, par d'autres en voitures, qui ne cessaient de passer devant la porte de l'usine.

De nombreux ouvriers d'Usinor, témoins de ces faits, nous ont fait part de leur indignation. Quelques minutes après la diffusion, quatre de nos camarades ont été interpellés à une cinquantaine de mètres de l'usine par quatre membres des « Compagnies républicaines de sécurité » équipées de motocyclettes blanches, telles qu'en possédaient les corps de la police urbaine, les sommant de montrer leurs pièces d'identité sous menace d'être « menés au poste de police ».

Nous protestons vigoureusement contre de telles mesures d'intimidation et d'atteinte à la liberté d'expression qui, à travers nos militants, sont de toute évidence, dirigées contre les travailleurs d'Usinor-Denain.

Persuadés que vous saurez donner à cet incident la suite qu'il mérite, nous vous assurons, M. le Maire, de nos salutations communistes.

Signé CP J. Labourbe du Parti communiste marxiste-léniniste.



Le piquet de grève à l'entrée de Brissonneau et Lotz-Marine

RPR

Budget de la ville de Paris Un nouveau scandale

LE conseil de Paris, réuni mardi 30 janvier, a approuvé le budget de Paris. Il se caractérise par une hausse de 19,9 % des impôts locaux pour 1979, succédant ainsi à la hausse de 17 % des impôts locaux en 1978.

Quelles sont les caractéristiques de ce nouveau budget de Paris ?

L'ARLESIENNE

Trois fois rien pour les aides aux personnes âgées (57 millions), l'oubli le plus intégral de programmer la construction de logements sociaux et 40 millions en moins — par rapport à 1978 — pour les crédits de voirie !

Quand on sait que Chirac a misé presque toute sa campagne électorale, lorsqu'il postulait la mairie de Paris, sur l'aide aux personnes âgées et la construction de 10 000 logements sociaux, on se rend compte du fossé, de l'abîme entre les promesses électorales et leur réalisation.

Les promesses électorales sont comme l'Arlesienne, on en parle toujours, mais on ne la voit jamais !

Néanmoins Chirac tient une partie de ses promesses, il assure la « sécurité » des Parisiens, c'est pourquoi 39,6 % des impôts locaux seront affectés, entre autres, à la solde des contingents de police à Paris. Il faut payer pour se faire matraquer !

CITROËN : POUR UNE POIGNÉE DE MILLIONS

Cependant toutes les dépenses de Paris ne sont pas marquées par le sceau de l'austérité et le ton persi-

flueur ne convient pas toujours pour traiter les mesures du budget de Paris. Chirac a quand même alloué 263 millions contre 165 l'année dernière pour les équipements scolaires, culturels et sportifs. Les Parisiens se réjouissent ; écoles, piscines, bibliothèques vont pulluler bientôt à Paris, grâce à ces 263 millions. Cependant, lorsqu'on lit un peu plus attentivement ce budget, on s'aperçoit que ces 263 millions iront pour l'essentiel à la réalisation du projet de Palais des sports de Bercy. Projet qui va certainement régler le manque d'écoles, de terrains de jeux, de MJC, de centres culturels à Paris, n'en doutons pas !

Le persiflage ne convient pas non plus pour traiter le budget « urbanisme ». Car,

la municipalité a pris des mesures conséquentes. Elle a consacré 220 millions à l'urbanisme au lieu de 180 l'année dernière, dont la plus grande partie sera utilisée au rachat des terrains Citroën. Il est certain que le rachat de ces terrains va permettre ensuite à la Ville de Paris de construire des logements sociaux. Mais, mais il reste néanmoins un fait, tout petit certes, à éclaircir. Comment se fait-il que la Ville de Paris rachète pour quelques millions ces terrains à Citroën, alors que Citroën les a reçus gratuitement de l'Etat en 1914 ?

Y aurait-il un autre scandale sous-jacent ? La hausse de 19,9 % des impôts locaux va-t-elle servir à alimenter les caisses de Citroën ?

Citroën empocherait-il impunément 220 millions pour des terrains qu'il a obtenus gracieusement ? Chirac tremperait-il encore dans cette salade ?

Nathalie VILLOTIERS



263 millions contre 165 l'année dernière pour les équipements scolaires, culturels et sportifs. Et ces 263 millions seront presque tous engouffrés dans la construction du Palais des sports de Bercy.



Quand Chirac pose pour les photographes. La réalité : 57 millions pour les personnes âgées. Trois fois rien.

Vie syndicale

La préparation du 38e Congrès de la CFDT

LE 38e congrès de la CFDT se tiendra à Brest du 8 au 12 mai prochains. Organisé autour de quatre thèmes principaux (d'orientation, de fonctionnement démocratique, de politique internationale, de politique financière), les débats dont il est dès maintenant l'objet dépassent ses frontières et concernent l'ensemble des travailleurs.

Au cœur de ces débats, le fameux « recentrage », formule qui n'apparaît pas dans les textes de résolution mais que les dirigeants confédéraux continuent d'utiliser pour justifier leur ligne. Sur les caractères de cette ligne, la presse bourgeoise et patronale n'hésitent pas en la qualifiant de « réformiste » de « social-réaliste ». La grande majorité des militants non plus, dont l'inquiétude n'a cessé de grandir depuis la précipitation mise par Maire à se rendre à l'Élysée après mars 1978. De plus en plus, ces militants prennent conscience qu'il s'agit d'une lutte de lignes, entre une ligne de col-

laboration de classe et une ligne de rupture. Ainsi dit la Fédération des finances et des affaires économiques (dans « Nouvelles CFDT » No 44 du 28 décembre 1978).

« Tout d'abord, on abandonne l'analyse de la crise, qui avait été faite au plan confédéral dès 1974, en nous ramenant à la vision d'une fatalité extérieure qui pèse sur les partenaires sociaux (thèse des libéraux et des technocrates y compris la gauche). La crise ne résulte-t-elle plus du conflit des forces sociales — travailleurs et capitalistes — c'est-à-dire de la lutte de classes et de la lutte des peuples opprimés contre la domination impérialiste ?

Dire « on ne supprimera pas la crise en la dénonçant dans des tracts puis en l'oubliant à l'heure de la mise au point des revendications » (Ed. Maire à St-Etienne) c'est faire injure au 37e congrès, car la crise existait déjà en 1976... C'est revenir sur la plate-forme de revendications et d'objectifs à propos du SMIC à 2 400F en deux ans, de la remise en

cause du budget-type, des 35 heures sans perte de salaire, etc. Tout cela en disant clairement qu'elle n'est plus adaptée, car mise au point dans la perspective des élections de mars 1978. C'est vouloir « modérer » les revendications sous couvert de « réalisme » pour pouvoir négocier. Mais négocier quoi ? La marge de manœuvre du capitalisme ?

Avouons alors que nous nous étions situés dans l'optique d'un soutien à la gauche au pouvoir (une partie de la gauche) : « si la gauche avait pris le pouvoir, il aurait bien fallu gérer la crise » disait Edmond Maire au congrès Rhône-Alpes... Alors ? Aurions-nous été partie prenante du pouvoir ou bien une organisation syndicale luttant dans l'intérêt et avec les travailleurs ?

Question toujours actuelle quand on rapproche ces propos de ceux tenus par Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL italienne (le Monde du 6 décembre) : « des options qui impliquent des sacrifices ou, du moins, des limitations dans les attentes des travailleurs, sans demander pour autant des contreparties (...) L'austérité peut donc être, dans ce contexte, une stratégie visant à transformer les structures économiques et sociales ». N'est-ce pas là l'abandon pur et simple de toute stratégie de rupture avec le système ? C'est comme pour la CFDT laisser de côté nos orientations sur « plan et nationalisations », nos objectifs de transformation...

Non, nous ne voulons pas « gérer la crise ». Nous voulons en sortir !

Sortir de la crise ne peut se faire qu'au prix d'une rupture avec le capitalisme, par une intensification de la lutte de classes, en faisant payer la crise par ceux qui en profitent !

Le flou stratégique qui règne à l'heure actuelle à la CFDT ne peut plus durer. Les événements récents : échec des négociations, difficultés et réticences sur l'unité d'action avec la CGT, incompréhension sur les décisions d'action ou de non-action, etc. impliquent une clarification dans l'organisation sur sa stratégie.

Et c'est bien en termes de lutte de lignes que nous aurons à rendre compte et à analyser les prises de position des syndicats CFDT : application d'une véritable option de classe, existence réelle de la démocratie syndicale, liaison correcte entre l'organisation syndicale et la masse des travailleurs, solidarité ouvrière et populaire, solidarité internationale.

Nous reviendrons sur ces différents thèmes dans de prochains articles. Nous souhaitons que nos lecteurs s'associent à notre travail par leur propre réflexion, mais aussi par les prises de position de leur section d'entreprise, union locale ou régionale, fédération. Pour peu que ces dernières s'opposent à celles prises par la confédération, il y a fort à parier que leur voix sera étouffée ou tue.

Joël FABIEN

CORSE

Violent attentat (à Marseille) contre le local de l'UPC (Unione di u Populu Corsu)

5, RUE de la Cathédrale à Marseille vendredi soir, une violente déflagration surprend les habitants du quartier et le choc entraîne la mort d'une vieille dame. Le local de l'Unione di u Populu corsu a été plastiqué. Inutile de chercher qui est l'auteur, c'est le 40e attentat contre l'UPC et ses militants à tel point que les assurances ne veulent plus signer de contrat. Les barbouzes ont voulu encore frapper la veille de la venue à Marseille d'E. Simeoni. Après le meeting qui a rassemblé un millier de personnes, E. Simeoni nous a déclaré : « Avec cet attentat, les polices parallèles veulent nous faire peur, ils ont voulu impressionner les corses de Marseille, mais ils peuvent plastiquer un local nous le reconstruirons et s'il recommencent nous nous réunirons sous les châtaigniers s'il le faut. C'est Giscard qui a mis sur pied une police parallèle pour nous combattre, ils ne peuvent tolérer notre action ! »

Plus que jamais, l'heure est à l'unité avec le peuple corse, contre les barbouzes, contre la répression, pour des droits légitimes du peuple corse.

Correspondant Marseille



Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1978, un attentat était commis au siège de l'UPC à Bastia. Ci-dessus la photo de la cage d'escalier.



La loi cadre

Une attaque massive contre l'emploi des petits paysans

LE gouvernement s'attaque avec l'ampleur et la férocité qu'on connaît à l'emploi des travailleurs des villes. Mais les petits paysans, les gens de la campagne, eux, passeraient-ils au travers comme pourraient le faire penser bien des idées reçues et une propagande savamment entretenue, jusque dans les rangs de la classe ouvrière. Bien au contraire, ils ont eux aussi des problèmes d'emploi comme en témoigne la ruine de nombreux petits paysans depuis bien des années. Avec la loi-cadre, c'est une attaque d'am-

pleur que Giscard-Barre, sans avoir l'air d'y toucher, préparent contre les petits paysans. Le fameux « pétrole vert », dont a parlé Giscard, c'est aussi la ruine accélérée et la perte de leur gain pour de nombreux travailleurs de la campagne. L'unité ouvriers-paysans s'impose donc plus que jamais contre ce gouvernement antipopulaire. Ci-dessous nous publions l'éditorial de Lucien Nouveau, paru dans le numéro 76 (1er février 1979) de la *Faucille*, bimensuel paysan du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML).

NON A LA LOI-CADRE !

Pour la cinquième année consécutive, les petits et moyens paysans voient leurs revenus baisser. C'est ce que l'on constate de l'étude des résultats des comptes de l'agriculture pour l'année 1978. Et cette baisse a été particulièrement sensible dans les secteurs des fruits et légumes et des éleveurs bovins et surtout porcins.

Au vu de ces résultats, les travailleurs de la terre ne pourront que constater que le pouvoir Giscard-Barre a encore voulu les tromper par de nouvelles promesses sur la « fin prochaine de la crise » et le « retour à l'augmentation des revenus ».

Quelle sera l'année 1979 pour les milliers de producteurs qui, depuis cinq ans, voient s'accumuler les difficultés de tous ordres ?

Cette année sera pour l'agriculture celle de la nouvelle loi-cadre annoncée par Giscard à Vaudy le 16 décembre 1977. L'an passé des dizaines d'experts du ministère, des syndicats et autres gens de l'entourage giscardien, se sont grattés le crâne pendant des mois pour chercher un peu ce qui pourrait bien figurer dans la nouvelle loi. Un tâche bien difficile que de formuler la liquidation accélérée de milliers d'agriculteurs, tout en faisant exactement le contraire. Un tâche si ingrate que la loi n'est à ce jour pas encore tout à fait rédigée, alors que sa discussion devrait avoir lieu à la session de printemps du Parlement.

Seulement, si sa rédaction n'est pas terminée, son contenu est pour l'essentiel connu. Nous en avons déjà longuement parlé dans nos colonnes, mais nous voulons y revenir encore car les toutes dernières semaines ont apporté quelques précisions sur l'esprit même

de la nouvelle loi-cadre.

Nous connaissons, en effet, jusqu'à présent les buts essentiels de la nouvelle loi : augmenter la production et la productivité pour exporter. Nous connaissons aujourd'hui pour l'essentiel par quels principes Giscard-Barre entendaient aboutir. Et ces principes ne peuvent qu'être inquiétants.

Le maître-mot d'une telle politique c'est la « libéralisation », autrement dit, laisser au mieux jouer la concurrence entre les grands détenteurs de capital pour stimuler la production tout en abaissant les coûts. Pour les ouvriers d'industries, cela aboutit aux licenciements massifs, comme en Lorraine en ce moment, conséquence de la réorganisation des secteurs peu concurrents sur le marché international. Pour les consommateurs, la « libération des prix » aboutit à des augmentations du prix du pain et d'autres biens de première nécessité.

Jusqu'à présent, cette politique n'était pas appliquée à la production agricole car elle accélérerait la ruine et la faillite de très nombreux producteurs. C'est pourtant ce que veut réaliser la nouvelle loi-cadre en limitant les aides de l'État au maximum et en ne les octroyant qu'à une poignée de producteurs triés sur le volet parce que jugés par ces messieurs rentables pour leur commerce international.

L'exode rural en France n'avait jamais connu un taux aussi élevé depuis des siècles. Le programme pour les quinze prochaines années que fixe Giscard dans la nouvelle loi-cadre, n'entend pas le freiner comme le

souhaitent les travailleurs de la terre, autant jeunes qu'adultes, il entend accélérer encore cet exode.

Les agriculteurs doivent-ils alors faire confiance aux dirigeants du PC et du PS qui finalement chantent une chanson bien connue sur les airs de « productivité » et d'« exportation » ? Non ! L'avenir des petits et moyens paysans ne se décide pas dans les anti-chambres parlementaires sur une telle base.

L'avenir se décide sur le terrain, par les paysans concernés eux-mêmes, qui mènent et mèneront des luttes multiformes, ponctuelles ou prolongées, locales, régionales ou nationales contre les responsables directs de leurs difficultés, et l'État avec sa gendarmerie et sa justice qui les appuient.

Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) soutient et soutiendra toutes les luttes paysannes contre ses exploitateurs et spoliateurs. Il considère également qu'une très large unité d'action peut se réaliser entre les adhérents des différents syndicats et les paysans non-organisés, dans la lutte contre la mise en application de cette nouvelle loi-cadre.

C'est l'avenir des petits et moyens exploités, ainsi que celui de leurs enfants désireux de prendre la succession qui est en jeu aujourd'hui. Le PCML considère qu'un tel front de tous les paysans concernés doit et peut se réaliser pour faire échec à la politique agricole de Giscard-Barre. C'est ce à quoi travailleront les militants du PCML dans les mois à venir aux côtés de tous les travailleurs de la terre dans cette vaste lutte anticapitaliste.

Lucien NOUVEAU

Eragny-Ville nouvelle

«Je cherche un maître»

ERAGNY, agglomération de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, est en train d'accroître sa population par la livraison d'appartements et petits pavillons. Mais aucun équipement n'a été prévu : transport, centre commercial, etc. Les nouveaux habitants emménagent dans des conditions lamentables : pas d'eau, pas de chauffage. Des retards inexplicables dans les délais de livraison des appartements, entraînent des situations catastrophiques. Certains foyers ont dû vivre à l'hôtel en attendant leur appartement. D'autres sont dans des logements provisoires.

Mais c'est sur le plan scolaire que la situation est la plus explosive. En effet, rien n'a été prévu pour cet apport de population en cours d'année scolaire et voici la situation dans laquelle se trouvent les groupes scolaires environnants à la fin janvier alors que les officiels savaient parfaitement que plus de 100 appartements allaient être livrés en cours du mois de janvier.

Groupe scolaire des « Dix arpent » : deux classes maternelles aux effectifs respectifs de 56 et 67 enfants. En primaire, un cours préparatoire de 31 enfants (norme officielle 25), classe à double niveau, cours élémentaire première et deuxième années avec 33 élèves.

Groupe scolaire Pablo Neruda en maternelle, 72 enfants pour quatre

classes (57 en section de petits, la directrice refuse toute inscription nouvelle). En primaire, toutes les classes atteignent largement les normes officielles entre 25 et 27 dans les cours préparatoires, 30 dans les cours élémentaires première et deuxième années, 33 et 34 en cours moyen première année et deuxième année, une classe double niveau CM1-CM2 de 28 élèves.

Groupe scolaire A. Camus : 123 enfants pour trois classes maternelles. En primaire, les effectifs étant jugés trop peu nombreux, entre 25 et 30 par classe, une fermeture de classe est prévue pour la prochaine rentrée, alors que 80 enfants doivent arriver avec la livraison très prochaine de nouveaux lotissements des appartements du lotissement « La Carée ». Les parents d'élèves, avec la participation des syndicats d'instituteurs et de la municipalité, ont organisé des assemblées générales de la population au cours desquelles des actions de masse ont été décidées et organisées. C'est ainsi que le samedi 27 janvier, les parents ont occupé toutes les écoles d'Eragny et se sont rendus ensuite en manifestation sur la voie rapide 184 qui relie St-Germain à Cergy-Pontoise, arrêtant toute circulation pendant une heure. On pouvait apercevoir entre autres des banderoles « Des crédits pour l'école laïque » et les enfants portaient des écriteaux « Je cherche un maître ».

La prochaine étape de la lutte est la liaison avec d'autres secteurs de la ville nouvelle où se posent les mêmes problèmes.

Mais jusqu'où faudra-t-il aller dans l'action pour que les autorités s'intéressent au problème des enfants d'Eragny ? Faudra-t-il un accident qui est le risque couru tous les jours dans ces écoles où 45 élèves s'entassent dans une classe prévue pour 25 ?

Correspondant

Massey-Ferguson à Marquette(Nord)

Les patrons doivent payer

PRENANT prétexte de la crise de production des « machines agricoles » et du contexte du chômage, la direction ne rate pas une occasion pour porter atteinte aux acquis des travailleurs et au pouvoir d'achat. En plus du chômage partiel :

- Suppression de la participation à l'achat des chaussures de sécurité.
- Plus de distribution de bleus.
- Suppression de la distribution de lait aux peintres (au mépris de leur santé)
- Non-paiement des jours perdus en raison du mauvais temps.
- Augmentation des cadences et des qualifications.

De plus, les directions tentent de diviser les travailleurs en pratiquant des augmentations au mérite d'environ 0,30 F de l'heure pour une partie des professionnels.

A toutes ces attaques graves, une seule réponse s'impose : unité dans la lutte ! Le chômage partiel, ce n'est pas l'affaire de ceux qui chôment, ce n'est pas seulement l'affaire de l'usine 3, le non-paiement des heures perdues, ce n'est pas simplement l'affaire de ceux qui n'ont pas pu venir.

C'est l'affaire de tous. Car cela a sa cause dans la même volonté du patronat de diminuer ses coûts de production en diminuant le coût de la main-d'œuvre.

Correspondant

SAINTE-GENNEVIEVE-DES-BOIS

Six heures sur la Chine.

Ces six heures organisées par l'Association des amitiés franco-chinoises auront lieu le samedi 3 février de 16 h à 22 h au centre La balise, Résidence St-Hubert ; 1, rue Joliot Curie.

Au programme :

16 h à 17 h : Projection de diapositives réalisées par les amis ayant voyagé en Chine, l'été 1978.

17 h : Exposé-débat avec la participation de Régis Bergeron écrivain, président délégué de l'Association des amitiés franco-chinoises, sur le thème : la situation actuelle en Chine, « les quatre modernisations ».

18 h 30 à 19 h 30 : Film super 8, réalisé par des voyageurs en Chine, en juillet 1978.

A partir de 18 h : Buffet chinois.

20 h : Film chinois : *Les Miliciennes de la mer*.

Enfin, vous pourrez aussi regarder une exposition de photos sur la Chine, ainsi qu'une exposition de papiers découpés.

Participation aux frais : 7 F

Garderie pour les enfant assurée.

LES ULIS (ESSONNE)

Mobilisation pour un procès.

La Sonacotra attaque en justice une trentaine de résidents du foyer des Ulis (Essonne) qui a redémarré la grève des loyers le 1er mai 1978. La Sonacotra réclame leur expulsion du foyer. Pour faire échec à la répression, les résidents appellent au soutien lors du procès :

Judi 1er février à 10 h 30 au tribunal d'instance de Palaiseau (Essonne)

PLAISIR (Yvelines)

« Approches de la Chine »

Cette soirée est organisée par le Comité des Amitiés franco-chinoises de Plaisir. Au programme : diapositives sur la Chine, débat, table de vente, etc. Elle aura lieu le vendredi 9 février à 20 h 30, salle des 500 m2, Allée Saint-Just à Plaisir.

COTES-DU-NORD

Réunion-débat contre l'agression vietnamienne au Cambodge

Cette réunion aura lieu à la mairie de Pommerit-le-Vicomte, le 2 février à 20 h 30.

BLOIS

La politique étrangère de la Chine par les Amitiés franco-chinoises.

Les comités des Amitiés franco-chinoises de la région centre vont consacrer la journée du dimanche 4 février à une réunion d'étude sur la politique étrangère de la Chine.

A partir de 9 h 30 à Blois

Au centre d'accueil municipal : 48, rue de la Poste-la-Chaussée-St-Victor.

AULNAY-SOUS-BOIS

Journée portes-ouvertes dans le foyer Sonacotra

Cette journée est organisée par les résidents des foyers Sonacotra en grève de Sevran, Aulnay et Tremblay avec leur comité de soutien. Faites connaissance avec les résidents, leurs conditions de logement, venez soutenir leur lutte le samedi 3 février de 11 h à 20 h au foyer : 158 rue de Mitry (près du cimetière). Au programme : animation, visites du foyer, expo-photos, films, débats et interventions diverses.

Abonnez-vous à

L'Humanité rouge

quotidien révolutionnaire

des travailleurs

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

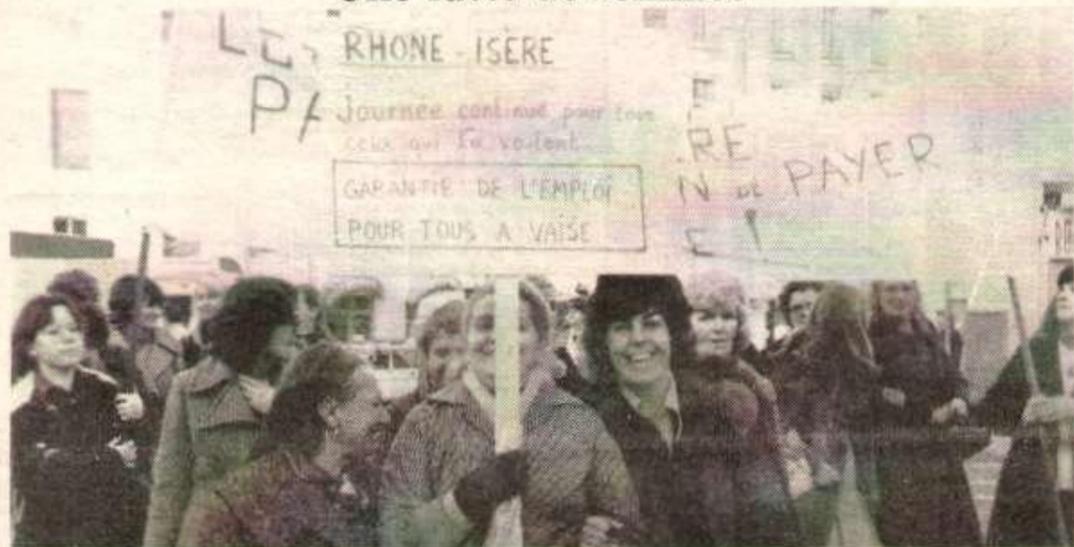
(A retourner à la boîte postale de L'Humanité rouge).

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druessan
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Une lutte de femmes



La lutte à Ronis est essentiellement une lutte de femmes. Cela pose pas mal de problèmes, pourtant beaucoup de femmes seules ont fait la grève et ont occupé. Comme cette femme qui a cinq enfants plus deux autres petits à sa charge, et qui, malgré tout, est venue occuper une nuit. Ou cette autre femme, portugaise, qui a trois enfants à charge et qui a pourtant fait la grève.

Les femmes seules sont toujours présentes dans la lutte et souvent très combattives. Beaucoup plus de Portugaises ont fait grève par rapport à 1974.

Par contre, pour les femmes mariées, l'occupation a posé beaucoup plus de problèmes. Notamment la nuit, car les maris n'étaient pas toujours d'accord. Davantage de maris

avaient scutenu leur femme pendant la grève de 1974.

Il faut dire qu'à Ronis, comme ailleurs, les patrons ne font pas de cadeaux aux femmes : « On est des machines à produire, quand on prend un malaise, c'est du cinéma, les ouvrières, ça ne peut faire que du cinéma ! ». C'est aussi ce qui explique leur détermination exemplaire.

quelque chose de plus long parce qu'une demi-heure par jour, ça ne suffisait pas. Nous sommes passées à une heure et, le jeudi 14 décembre, nous avons débrayé à 8 heures du matin avec occupation de la comptabilité et de plusieurs bureaux. L'essentiel, dans l'occupation des bureaux, c'était de faire réagir la direction, c'était plus symbolique qu'agressif. A ce moment-là, le débrayage est devenu illimité ! »

« Ils pensaient qu'on allait se laisser, qu'on allait reprendre le travail, mais à 13 h 30, on a fait un piquet de grève. C'est pas qu'on ne laissait pas rentrer les gens, mais il en rentrait moins car de nombreux travailleurs nous ont encore rejoint à ce moment » ;

Le vendredi matin, le piquet de grève continue. Le camion qui venait d'Autun a été bloqué. Les ouvrières envahissent le bureau du patron qui ne veut toujours rien lâcher. Ensuite, elles organisent une manifestation dans le quartier avec distribution de tracts (Des affiches CGT faites en sérigraphie par des ouvrières étaient collées) « Les gens ont bien participé. Pour l'occupation des bureaux et pour distribuer des tracts, les femmes se sont vraiment mouillées. »

Le lundi suivant, le piquet de grève continue. Une négocia-

Rhône Isère



A Rhône-Isère, on fabrique les serrures et les clés de marque RONIS. Le patron possède deux usines. La plus ancienne est à Lyon-Vaise (400 salariés) et s'est spécialisée dans les petites commandes et travaux délicats. C'est pour cela qu'il y a une majorité de femmes, pour la plupart ouvrières spécialisées. Comme le fait remarquer ironiquement l'une d'entre elles : « Il y a de la promotion à Ronis, nous, au bout de 10 ans, on est toujours OS2 ». La deuxième usine est à Autun (Saône-et-Loire), avec une chaîne de chromage moderne, c'est la production en grandes séries avec un personnel réduit (160) et payé moins cher qu'à Lyon.

La dernière grande lutte à Rhône-Isère a eu lieu en 1974, à Vaise. Les ouvrières nous ont expliqué l'importance décisive de l'unité entre les travailleurs d'Autun et de Vaise.

RHONE ISERE = MISERE

Des femmes en colère

V AISE est un vieux quartier industriel de Lyon. La situation y est difficile car les entreprises ferment les unes après les autres et les travailleurs restent sur le pavé. Mais les traditions de lutte y restent vivaces. Les femmes de Rhône-Isère se sont dressées contre l'austérité et la misère. Au mois de décembre, elles ont fait grève avec occupation de l'entreprise. Le PCML, qui intervient régulièrement sur le quartier et à Rhône-Isère, a soutenu cette lutte. Nous avons rencontré plusieurs ouvrières de l'entreprise avec qui nous avons parlé de cette grève. En voici les principaux éléments.

La lutte des ouvrières de Ronis s'est déroulée en quatre étapes. Il y a d'abord eu la journée d'action CGT du 15 novembre où la mobilisation a été beaucoup plus forte que pour les autres journées. « Plus de cent personnes ont débrayé, une quarantaine ont manifesté.

On s'est bien mobilisé sur la boîte. »

Début décembre, les délégués organisent des débrayages d'une demi-heure et des défilés dans les ateliers. « Au début il y avait de la réticence, des gens hésitaient, mais à la fin, tout le monde venait en voyant

Groupe Presse Lyon.

qu'il y avait une bonne ambiance. C'était offensif, on ne passait pas sans rien dire, on scandait nos revendications : 200 F pour les OS, 1 000 F de prime de fin d'année, la journée continue pour celles qui le désirent ». « Et puis les gens ont voulu

tion avec le patron et l'inspecteur du travail n'aboutit pas, sauf pour la journée continue. « C'est à ce moment-là que nous avons parlé avec les gens et ils nous ont dit : « Il faut faire quelque chose de plus dur où alors c'est fini ». Ce soir-là, la section syndicale décide de durcir le mouvement face à l'intransigeance du patron. Le lendemain matin, très tôt, les ouvrières occupent l'usine et bloquent le portail d'entrée. « L'occupation a été approuvée par tous les gens qui arrivaient au fur et à mesure. Certains disaient : "Comme ça on est toutes dehors avec vous". Même certains chefs (d'atelier) n'étaient pas hostiles à notre mouvement. D'ailleurs, si vous faites un article, faites attention de ne pas attaquer les chefs en les mettant tous dans le même panier, certains nous sont favorables. » Pendant cette première jour-

née d'occupation, le patron part négocier à Autun car les travailleurs y organisent des débrayages ; « Ils voulaient nous décourager, faire pourrir la grève ».

Les ouvrières occupent toute la nuit suivante, et, le mercredi, le patron se propose enfin de négocier. Au moment où les ouvrières font rentrer le patron et deux directeurs dans l'entreprise, une poussée de fièvre s'empare des cadres qui tentent de forcer la porte... mais les ouvrières étaient sur leur garde !

Une négociation à porte fermée

La négociation s'est déroulée en présence de nombreuses ouvrières « c'était beaucoup plus dur qu'en 1974 ». Elles étaient nombreuses à donner leur avis et dire ce qu'elles avaient sur le cœur. Par exemple : « N'empêche que si on ne travaillait pas, vos gros salaires, tintin ! Ils ne répondaient pas, ils se regardaient les doigts de pied ». Pendant la discussion qui a duré plusieurs heures, les portes de l'usine sont restées fermées pour maintenir le rapport de force en faveur des ouvrières. C'était là une leçon tirée de l'expérience de la dernière grève, il y a quatre ans. A cette époque, en ouvrant les portes avant la fin des négociations, elles avaient, de fait, arrêté l'occupation et le patron n'avait strictement rien lâché.

Les acquis

— Un ajustement des salaires sur l'indice des prix et un rattrapage à négocier tous les quatre mois.

— Une compensation de salaire correspondant à l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale (compensation plus forte pour les plus bas salaires).

— La journée continue pour celles qui le désirent.

— Les 26 décembre et 2 janvier chômés et payés.

Main dans la main avec Autun

A UTUN, c'est la deuxième usine Rhône-Isère. Les travailleurs ont fréquemment débrayé pendant la grève de Vaise. « Il faut préciser que pendant tout le mouvement, nous sommes restées en étroite contact, main dans la main, avec Autun. C'était formidable. Ça nous a aidé beaucoup. C'est la première grève qu'ils faisaient et les autres (les patrons) ont senti que la lutte ne partait pas dans le vide. Ça a remonté le moral à tout le monde. »

Une section syndicale offensive

L A grève a été menée de bout en bout par la section CGT qui s'est montrée très offensive. Les ouvrières pensent que le travail de la section est plus concret qu'il y a quelques années, d'ailleurs, plusieurs ont repris leur carte. « Franchement si les ouvrières ont repris leur carte, elles n'ont pas pensé au syndicat « extérieur », parce que chaque fois qu'on a eu besoin d'eux, ils n'étaient pas toujours là, mais c'est pour le syndicat « intérieur », de Rhône-Isère ». Comme le dit cette ouvrière : « Jusqu'à présent, il y avait un fruit qui n'était pas bien vert et dont le noyau était pourri, ce n'est pas qu'il était complètement pourri, mais c'était pas valable » ou encore cette autre : « Le syndicat doit informer les gens, les mettre dans le coup et il y a longtemps que ça ne se faisait plus chez nous, maintenant ça va mieux ».

Le soutien du PCML

Le PCML intervient régulièrement devant la boîte, il est connu des ouvrières. De ce fait, le soutien qu'il a apporté au moment de la grève a été apprécié : popularisation de la lutte par la diffusion d'un tract dans le quartier, soutien financier, discussions avec les grévistes devant la boîte. Un bulletin spécial de la cellule Louise Michel a été diffusé lors d'un piquet de grève, des femmes du piquet de grève en portaient spontanément aux ouvrières qui étaient à l'intérieur de l'usine. « C'est bien, c'est valable, ils disent la vérité ». « Il y en a à qui ça a plu, d'autres non (les cadres et certains non-grévistes), mais ça c'est normal ! » « Il y en a qui ont peur, mais on leur a inculqué cette idée-là, beaucoup, dans le fond, sont très contents de lire votre petit papier. »